



HAL
open science

Retour vers le futur de la Grande Guerre : pourquoi ?

Patrick Fridenson, Pierre-Cyrille Hautcoeur

► To cite this version:

Patrick Fridenson, Pierre-Cyrille Hautcoeur. Retour vers le futur de la Grande Guerre : pourquoi ?. Pierre-Cyrille Hautcoeur; Patrick Fridenson; Florence Descamps; Laure Quenouelle Corre. La Rupture : la Grande Guerre, l'Europe et le XXe siècle, IGPDE, 2021, <10.4000/books.igpde.15117>. <hal-04208988>

HAL Id: hal-04208988

<https://hal.science/hal-04208988v1>

Submitted on 15 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

RETOUR VERS LE FUTUR DE LA GRANDE GUERRE : POURQUOI ?

par Pierre-Cyrille HAUTCOEUR et Patrick FRIDENSON

à paraître dans P.-C. Hautcoeur, P. Fridenson, F. Descamps et L. Quennouëlle-Corre (dir.), *La rupture ? La Grande Guerre, l'Europe et le XX^e siècle*, Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2021.

Que reste-t-il aujourd'hui de la Grande Guerre ? Quelles sont ses traces dans l'économie et la société dans lesquelles nous vivons actuellement en Europe, terre marquée plus qu'aucune autre par ce premier conflit mondial ? Quelles institutions ayant émergé pendant le conflit ou à cause de lui jouent elles encore un rôle important ? La guerre fut-elle, pour l'invention de nouvelles politiques économiques ou sociales, moins cruciale que le New Deal, le rapport Beveridge, le Front Populaire ou la chute du nazisme ? Ses conséquences se sont-elles effacées peu à peu ou est-elle la matrice d'où tout le reste du XX^e siècle découle¹ ? Ces questions sont importantes aujourd'hui encore parce que la manière dont ont émergé institutions ou pratiques éclaire sur leur place dans notre société ou sur les motivations ou les effets prévisibles de nos réformes.

Le déluge de publications qui a accompagné le centenaire de la guerre depuis 2014 témoigne de ce qu'elle impressionne et affecte encore nos contemporains à un point peut-être d'autant plus fort (paradoxalement) que les derniers survivants ont désormais disparu². Antoine Prost et Jay Winter ont, dans un essai marquant, analysé les trois générations d'historiographies de la Grande Guerre, en distinguant une première préoccupée d'abord de diplomatie et d'histoire politique (« les nations dans la guerre »), une seconde centrée sur les questions économiques et sociales (« les sociétés dans la guerre ») et une troisième mettant en exergue l'expérience anthropologique de la mort de masse (« les hommes dans la guerre »)³.

Si l'on reprend ces trois grandes dimensions pour les conséquences à long terme de la guerre, on ne peut que remarquer des différences qui interrogent.

En matière de politique internationale, les conséquences de la guerre restent évidentes aujourd'hui : la carte de l'Europe reste profondément héritée de l'éclatement des empires continentaux défaits, allemand et surtout autrichien, ottoman et russe, un phénomène dont les conséquences durables ont été scrutées par les historiens. La fin tant subjective qu'objective de la centralité de l'Europe est perçue dès le lendemain de la guerre par les personnalités politiques ou les philosophes. La guerre froide elle-même apparaît en mode mineur dès la naissance de l'URSS. Durant les dernières décennies, cette historiographie s'est encore enrichie d'analyses soulignant le caractère mondial et non seulement européen de la guerre et de son impact, ainsi que ses effets sur les mouvements de populations, sur les peuples colonisés et sur les institutions internationales⁴.

L'anthropologie historique de la Grande Guerre, qui prend la suite savante de l'expérience des tranchées décrite dans la littérature, analyse la dialectique de violence et de la souffrance, et ses conséquences durables multiples, de la politique aux arts⁵. La résurgence régulière des phénomènes fascistes, héritages indéniables dans leurs variétés nationales du traumatisme de la Grande Guerre, nous rappelle hélas encore quotidiennement son importance.

En revanche l'histoire économique et sociale de la Grande Guerre et de ses conséquences n'a pas connu de renouvellement aussi important depuis son apogée des années 1960-80⁶. Certes, l'historiographie s'est enrichie de nombreux travaux, y compris sur la France occupée ; elle a mieux pris en compte l'agriculture, la santé et l'environnement⁷, mais elle s'est aussi étioyée en même temps qu'elle devenait plus exacte et précise. A mesure que l'analyse de la guerre et des sociétés en guerre

s'approfondissait, ses conséquences structurelles ont été délaissées, les historiens devenant plus précautionneux devant les propositions générales et s'intéressant davantage aux dimensions sociales ou politiques. Le second conflit mondial est plus souvent mobilisé pour ses conséquences économiques et sociales et ses enjeux structurels (Etat-providence, planification, nationalisations, ...), notamment par les économistes, mais non sans conséquences.

En effet, pour les économistes, peut-être du fait de la prépondérance de l'influence étatsunienne, la Grande Guerre n'a pas une place cruciale pour comprendre le XX^e siècle. Si les comparaisons avec la première moitié du XX^e siècle restent courantes et tiennent leur place quotidiennement dans les analyses ou les décisions politiques et économiques, ce n'est pas la Grande Guerre qui est invoquée. Ainsi, au début des années 2000, la force du mouvement de mondialisation économique, l'intensité du changement technologique, la montée en puissance des entreprises mondiales, la croissance des inégalités dans la plupart des pays ou la domination sans partage du libéralisme économique ont conduit à s'interroger sur le parallèle avec les années 1900, cette Belle Époque ainsi labellisée après que la Grande Guerre l'a eu bouleversée. Quelques années plus tard la profondeur comme certaines formes de la crise économique et financière de 2008 la font comparer volontiers à celle des années 1930³. Avec le recul, il s'avère que la « crise des subprimes » n'a débouché (encore) ni sur les drames sociaux ni sur les changements radicaux de politiques que la grande dépression avait produits ; mais cela délégitime d'autant moins la comparaison que les décideurs qui en ont inventé les remèdes – à commencer par Ben Bernanke, gouverneur du Federal Reserve Board étatsunien lors de la crise – l'ont fait explicitement à partir d'une analyse longuement mûrie de la grande dépression⁴, et que les remèdes qui ont atténué cette crise comme celle du coronavirus depuis 2020 (la production massive de liquidité par les banques centrales) sont susceptibles d'effets secondaires considérables et inconnus.

L'histoire est rarement convoquée sans intentions politiques. Invoquer la Belle Époque n'est pas usuellement fait en montrant ses tensions ou ses contradictions mais pour suggérer une stabilité largement imaginaire, associée parfois à l'apogée de la domination européenne sur le monde (malgré l'émergence largement avancée des Etats-Unis). Les économistes libéraux qui discernent aux Etats-Unis une période de « grande modération »⁵ entre 1985 et 2007 y voient rétrospectivement le modèle d'une société libérale avancée : les régimes politiques y sont plus parlementaires que réellement démocratiques, l'État y assure les libertés individuelles formelles mais n'y envisage les questions sociales que sur un mode prudemment assurantiel⁶. De manière analogue, la référence aux crises bancaires des années 1930 est utilisée, dans la tradition de Milton Friedman, pour privilégier un traitement strictement monétaire de la crise de 2008, et éviter ainsi que l'exemple du New Deal puisse susciter une remise en cause des doctrines néolibérales dominantes⁷.

On aura compris que les économistes tirent volontiers des parallèles avec le passé, ou l'utilisent dans leurs analyses de l'actualité, non sans intentions. Au-delà même de ces choix conscients, nombre d'entre eux tendent à traiter la guerre en général, la Grande Guerre en particulier, comme une parenthèse en ce qui concerne les transformations économiques et sociales, et donc à en sous-estimer l'impact à long terme.

En partie pour des considérations pratiques – la fréquente disparition de données statistiques pendant les guerres du fait de la désorganisation ou de l'affaiblissement de l'économie et des appareils statistiques publics –, en partie parce qu'elles sont « anormales », les années de guerre sont souvent exclues des études économiques de long terme, tandis que les guerres constituent un terrain spécifique pour quelques spécialistes, terrain qu'ils cherchent à banaliser par l'application des modèles économiques ordinaires⁸. La guerre n'est donc pas vraiment intégrée à des modèles socio-économiques qui expliqueraient tant son origine que ses conséquences à long terme.

Le constat de ces écarts de traitement a été à l'origine de notre désir de revenir sur la question de l'impact durable de la Grande Guerre sur les économies et sociétés européennes. Il s'est inscrit dans le programme pluriannuel d'études sur la Première Guerre mondiale lancé par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France (CHEFF) auprès du ministère de l'Economie et des Finances⁹. Il n'est pas question ici de revenir en détail sur la guerre elle-même sur laquelle des synthèses de très haut niveau existent¹⁰, mais de tenter une pesée, à l'échelle du XX^e siècle européen, de son impact. L'hypothèse discutée dans ce livre est que loin d'être une parenthèse (même très longue), la Grande Guerre, au moins dans un certain nombre de domaines importants, a déterminé de manière cruciale le siècle qui l'a suivie et jusqu'à aujourd'hui. En quel sens ? Au sens où l'on ne peut pas être sûr, voire parfois on ne peut pas imaginer, que certaines caractéristiques cruciales des sociétés et des économies

européennes d'aujourd'hui seraient présentes si la guerre n'avait pas eu lieu. Mais au-delà d'identifier les domaines pour lesquels ce rôle est, ou n'est pas, crucial, l'objectif est de comprendre *comment* l'ombre de la guerre a pu porter si loin, à travers quels mécanismes, quels rapports de force, quelles institutions son impact a perduré. Symétriquement, ce livre pose aussi la question du « retour à la normale » (si normale il existe) en matière économique ou sociale puisque, notamment chez nombre d'économistes, c'est l'hypothèse d'un retour spontané à l'équilibre (la normale) qui justifie l'effacement des guerres dans la compréhension des transformations de long terme.

En ouvrant la conférence internationale qui a débouché sur cet ouvrage, nous proposons de distinguer quelques transformations structurelles majeures dans les domaines économique et social, en les classant selon le rôle qu'y joue la Guerre. Certains processus étaient antérieurs à la guerre et qui ne semblent pas avoir été affectés par celle-ci; d'autres furent directement initiés par la guerre et qui semblent encore se poursuivre aujourd'hui; enfin, un certain nombre de processus furent initiés par la guerre mais semblent s'être épuisés depuis. Comme toute catégorisation de ce genre, celle-ci a pour but principal de stimuler la discussion. Mais elle permet d'envisager des temporalités et des échelles qui dépassent celles de la plupart des récits historiques et correspondent, néanmoins, à une demande d'intelligibilité qui est légitime.

Plusieurs processus historiques importants sont à l'œuvre dès avant la Première guerre mondiale et se prolongent jusqu'à nos jours sans que la guerre les ait fortement infléchis. Ainsi, une des caractéristiques majeures du XIX^e siècle finissant et du XX^e siècle est la concentration croissante des pouvoirs politiques et économiques permise par le développement de très grandes organisations hiérarchiques mobilisant de manière permanente des dizaines voire des centaines de milliers de travailleurs: initié par les grandes administrations des premiers Etats centralisés, le modèle s'étend – à la suite du cas pionnier des plantations puis des compagnies de chemins de fer – à de grandes entreprises qui apprennent à intégrer progressivement de nombreuses opérations à une échelle nationale voire internationale¹⁶. La Première Guerre mondiale contribue dans une certaine mesure à renforcer cette tendance : d'une part les administrations coordonnent de plus en plus l'effort de guerre, les approvisionnements et la logistique à l'échelle nationale, en liaison avec les syndicats patronaux qui se renforcent. Ce faisant elles peuvent contribuer dans certains secteurs à la concentration des entreprises pour faire face de manière efficace à des commandes publiques, notamment militaires. Surtout, la coordination organisée est étendue au niveau international, au sein de chacun des deux camps, s'appuyant notamment sur de nouveaux experts de la gestion de crise internationale (nourriture, matières premières, transport maritime). Cette expertise internationale est mobilisée après la fin des combats, face à l'hyperinflation en Autriche puis à la crise de déflation de 1920-1921¹⁷.

L'essentiel des coordinations centralisées organisées par les états au niveau national est démantelé après la guerre, même si les administrations en sortent souvent réformées (par exemple en France les administrations financières) et si des organisations originales en sont issues (telles en France la Compagnie française des pétroles, de statut mixte, ou l'Office national industriel de l'azote, public). Quant aux organisations internationales, celles qui sont issues de la guerre – l'Organisation internationale du travail en 1919, la Société des nations en 1920 – sont affaiblies par le refus d'engagement des Etats-Unis. Néanmoins, reprenant une partie des réseaux d'experts de la guerre, elles vont au-delà de la simple concertation pour produire des connaissances, des normes internationales et des programmes de coopération intellectuelle ou technique.

Articulé fortement avec ce développement des grandes organisations, en particulier des entreprises privées qui ont joué un rôle majeur dans l'industrialisation de l'électricité et de la chimie, le développement d'une *big science* est aussi un phénomène antérieur à la Grande Guerre, même si celle-ci le renforce, notamment par les dépenses militaires, dans quelques domaines. La chimie moderne est ainsi mobilisée directement dans la mise au point de gaz de combats, une des innovations scientifico-militaires les plus spectaculaires. Mais, si la guerre enrôle les communautés de savants au service des activités privées et publiques d'armement, redéfinit la propriété intellectuelle, renforce la coopération scientifique internationale¹⁸, il n'est pas évident qu'elle constitue une rupture en la matière autant que la Seconde Guerre mondiale.

Une telle accélération est plus probable dans le cas des politiques sociales et du développement général d'un Etat social, même si dans certains pays comme l'Allemagne les grandes initiatives sont antérieures tandis que dans d'autres elles tardent jusqu'à après 1945. La Grande Guerre provoque en effet des transformations fortes du marché du travail, en particulier un accès renforcé des femmes et

des immigrés, coloniaux ou étrangers, mais aussi souvent le renforcement des mobilisations ouvrières qui débouchent, quoique inégalement, sur une réduction de la durée légale du travail et sur des droits sociaux nouveaux.

Dans plusieurs domaines importants, la Grande Guerre provoque non pas de simples infléchissements mais des ruptures majeures, mettant en place des processus historiques de grande portée mais qui s'avèrent pourtant avoir un terme. La Guerre rompt la paix, non pas seulement pour quatre ans et demi, non pas jusqu'au dernier des traités de paix, celui de Lausanne, avec la Turquie, en 1923, mais en un sens jusqu'à 1945. Les raisons et les conséquences économiques et sociales de l'échec de la paix de Versailles sont à la fois connues et parfois minorées. Mais considérer l'ensemble de la période de 1914-1945 comme un seul conflit risque de conduire à dédouaner les logiques économiques de leur part dans sa prolongation. Ceci peut conduire à regarder la croissance des Trente glorieuses non plus comme la dimension économique d'une construction politique et sociale originale mais comme un simple rattrapage automatique d'une économie libérée de la guerre ; un rattrapage qui s'arrêterait quand la tendance « séculaire » aurait été rattrapée sans que ce ralentissement (à partir des années 1980) ait rien à voir avec des choix politiques.

La rupture politique majeure provoquée par la Guerre est la révolution bolchevique en Russie, suivie de la création de l'URSS fin 1922. Pendant près de soixante-dix ans, l'existence d'un bloc soviétique, outre la réduction des échanges qu'il provoque, est un élément structurant essentiel des relations internationales comme du débat politique et social à l'intérieur de la plupart des démocraties occidentales, au point que Francis Fukuyama croit un peu vite à la fin de l'histoire quand ce point de référence disparaît¹⁹. L'épisode communiste est aujourd'hui clos en Europe mais son impact pendant plusieurs décennies sur les sociétés et les économies européennes a été majeur et il y laisse encore bien des traces.

La rupture économique majeure concerne la stabilité macroéconomique. Inflation, déflation, chômage, crises bancaires systémiques, crises budgétaires, crises monétaires, crises financières internationales, protectionnisme, contrôle des changes, tous ces mots apparaissent ou prennent un sens nouveau après la Grande Guerre, du fait de la guerre et des choix indissociablement économiques et politiques faits en fonction d'impératifs tant intérieurs qu'internationaux. Deux types d'outils sont alors développés, tant intellectuellement que pratiquement : la planification et la gestion macroéconomique, qui sont toutes deux à certains égards filles de la Grande Guerre.

L'impact de la Première guerre mondiale semble donc particulièrement fort et durable dans ces domaines. Pourtant, l'ensemble des institutions et des politiques qui en ont résulté sont remis en cause, d'abord théoriquement puis pratiquement, aux Etats-Unis puis en Europe à partir des années 1970. Aujourd'hui, l'intervention directe de l'Etat dans l'économie s'est fortement réduite, la planification d'ensemble a disparu, les banques centrales sont redevenues indépendantes et parfois plus puissantes que les gouvernements (particulièrement en Europe). Les dépenses sociales (retraites, santé et chômage) restent élevées mais sont gérées sur un mode de plus en plus assurantiel et donc de moins en moins redistributif et politique – même s'il reste des exceptions. Les inégalités ont, dans nombre de pays, remonté vers un niveau proche de celui de la Belle Époque²⁰. On se demande donc si ne se clôt pas vers 1990 le cycle d'exceptionnelle intervention économique de l'Etat inauguré par la Première Guerre mondiale.

Cette remise en cause progressive de nombre de politiques et d'institutions est allée de pair, depuis les années 1970, avec la réouverture internationale d'économies longtemps isolées après les réductions drastiques des échanges et des circulations – de biens et de capitaux notamment – que la Grande Guerre puis, au-delà de leur reprise partielle dans les années 1920, la dépression et la Seconde Guerre mondiale avaient provoquées (on sait que ce n'est que vers 1990 que les indicateurs de « mondialisation » retrouvent un niveau équivalent à 1913). Il est difficile mais important d'examiner dans quelle mesure cette coïncidence temporelle doit se comprendre comme une explication, en particulier si la fermeture des économies conditionna la mise en place d'interventions publiques et de politiques sociales plus fortes.

Est-ce à dire que la Première guerre mondiale n'a qu'ouvert une parenthèse qui se serait aujourd'hui refermée. Certainement pas. D'abord parce que, quand bien même dans certains domaines les processus qu'elle a initiés semblent bien s'achever, ils n'en laissent pas moins des traces – parfois des regrets – dans la réalité comme dans les esprits. Ensuite parce qu'il est aussi des domaines dans lesquels la guerre a initié des changements dont rien ne laisse à penser qu'ils soient réversibles.

La géopolitique mondiale en est un de première grandeur, sur lequel nous ne reviendrons pas mais dont il importe de le garder à l'esprit tant il influe sur tous les autres. La fragmentation de l'Europe résulte directement de la guerre, son affaiblissement financier contribue à la mise en doute de son emprise coloniale sur le monde et, dans une moindre mesure, à la baisse globale de son poids économique (même si l'influence de sa démographie relative reste sans doute prépondérante à ces égards).

La Première Guerre mondiale reste sans doute, dans ses multiples effets, l'événement le plus important du XX^e siècle, au moins à l'échelle de l'Europe. Quand bien même sa dimension accidentelle est réelle, comme l'ont affirmé nombre d'historiens, elle est née de l'interaction de plusieurs processus sociaux, politiques et économiques majeurs : montée démographique de l'Europe ; mouvements de construction nationale tant administrative que politique et culturelle ; développement industriel et scientifique inégal selon les pays, montée du nationalisme, mouvement des nationalités, rivalités coloniales ou impériales, la liste est longue. Une fois déclenchée, la guerre renforce certains processus en cours mais aussi en crée d'autres, qui perdurent inégalement. L'hypothèse de cet ouvrage est qu'il est possible et utile d'isoler analytiquement ces différents processus, de les considérer comme pouvant avoir une pertinence sur le long terme et à l'échelle européenne, d'examiner leurs interactions, et que ces analyses sont utiles pour comprendre la situation actuelle et les perspectives qui s'offrent à nous dans le contexte géopolitique, économique, environnemental, technologique du premier XXI^e siècle.

Nous avons soumis cette problématique et cette hypothèse, qui s'efforcent d'articuler les temporalités et les échelles micro et macro, à un groupe international de chercheurs qui les ont acceptées comme point de départ de leurs contributions. Celles-ci ont été présentées et discutées lors d'une conférence qui s'est réunie le 9 novembre 2018 au Centre Pierre Mendès France du Ministère de l'économie et des finances à Paris, avec le soutien de la Mission interministérielle du Centenaire de la Première Guerre mondiale. Les versions révisées de la plupart de ces interventions sont publiées dans ce volume dans l'ordre suivant.

Dans une première partie portant sur l'économie, un chapitre initial de Pierre-Cyrille Hautcoeur discute l'hypothèse d'une longue traîne de la Grande Guerre sur l'ensemble du XX^e siècle en matière macroéconomique, passant en revue à la fois les « performances », les politiques économiques et les théories qui les fondent en ce qu'elles doivent à la guerre. Le second chapitre, écrit par Edward Fertik et Naomi Lamoreaux, est consacré à l'impact de la guerre sur la restructuration du monde des affaires et en particulier des grandes entreprises dans l'entre-deux-guerres à l'échelle internationale.

La deuxième partie est consacrée aux conséquences sociales de la guerre. Elle s'ouvre par une vision d'ensemble proposée par Antoine Prost sur la recomposition des sociétés occidentales suite à la Grande Guerre. Lionel Kesztenbaum examine ensuite les multiples effets du conflit sur les populations et montrant le renouvellement des connaissances apportées par plusieurs générations de travaux et de méthodes. Bruno Valat présente une réflexion sur les temporalités historiques autour de l'État social telles qu'elles sont affectées par la guerre. Alain Supiot conclut cette partie en mettant en perspective l'État providence dans l'émergence duquel la Grande Guerre marque un moment important.

La troisième partie porte sur les politiques. Un premier chapitre de Laurence Badel discute à partir de la conférence de la Paix qui commence en janvier 1919 de la « mondialisation » des relations internationales ». Un second chapitre, et dernier du livre, dont Dominique Pestre est l'auteur, porte sur les multiples imbrications entre les technosciences, l'industrie et la guerre depuis la Grande Guerre.

¹ Thèse défendue par François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont-Calmann-Lévy, 1995.

² Antoine Prost, « Les Français, la mémoire de la Grande Guerre et son centenaire », *Le Mouvement social*, n° 269-270, octobre 2019-mars 2020, p. 165-183.

³ Antoine Prost, Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2004

⁴ On se reportera en particulier aux ouvrages majeurs de Lawrence Sondhaus (*World War One : the global revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, 2^e édition revue, 2020) et d'Adam Tooze (*Le déluge, 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*, Paris, Les Belles Lettres, 2015 (2014)).

⁵ On pense notamment en France aux travaux d'Annette Becker et de Stéphane Audoin-Rouzeau, en particulier leur livre commun *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

[6](#) La principale synthèse fut alors celle de Gerd Hardach, *The First World War, 1914-1918*, Londres, Allen Lane-Penguin Books, 1977. Sur la France : François Caron et Jean Bouvier, « Guerre, crise, guerre », in Fernand Braudel et Ernest Labrousse (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, PUF, t. IV, vol. 2, 1980, pp. 631-691, partiellement consacré à la Grande Guerre.

[7](#) Tait Keller, « Aux marges écologiques de la belligérance. Vers une histoire environnementale globale de la Première Guerre mondiale », *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 71, n° 1, 2016, p. 65-86.

[8](#) Par exemple dans les articles influents de Barry Eichengreen et Kevin O'Rourke dans *Vox* : « A tale of two depressions », 6 avril 2009 puis juin 2009 et 8 juin 2010.

[9](#) Ben Bernanke, *Essays on the Great Depression*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

[10](#) James Stock et Mark Watson, "Has the business cycle changed and why?", *NBER Macroeconomics Annual*, vol. 17, 2002, p. 159-218.

[11](#) François Ewald, *L'État providence*, Grasset, 1986

[12](#) Milton Friedman et Anna Schwartz, *A monetary history of the United States, 1867-1960*, Princeton, Princeton University Press, 1963. Cet ouvrage, dont le chapitre sur la dépression des années 1930, long de 150 pages, est de loin le plus cité de l'ouvrage, a été le principal argument empirique mobilisé dans la lutte de Friedman dans sa lutte contre le keynésianisme.

[13](#) Stephen Broadberry et Mark Harrison (dir.), *The economics of World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005. Mark Harrison (dir.), *The economics of World War II, six great powers in international comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

[14](#) Le Comité a, au cours des dernières années, joué un rôle important pour animer la recherche sur ce sujet grâce à plusieurs journées d'études qui ont donné lieu aux publications suivantes : Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *Finances publiques en temps de guerre, 1914-1918. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs*, Paris, IGPDE-Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016 ; Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *La mobilisation financière pendant la Grande Guerre. Le front financier, un troisième front*, IGPDE-Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016 ; Fabien Cardoni (dir.), *Les banques françaises et la Grande Guerre*, IGPDE-Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2016 ; Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *Une fiscalité de guerre ? Contraintes, innovations, résistances*, IGPDE-Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2018 ; Patrick Fridenson et Pascal Griset (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, IGPDE-Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2018.

[15](#) Jay Winter (dir.) *La Première Guerre mondiale*, t. 1 *Combats*, t. 2 *Etats*, t. 3 *Sociétés*, Paris, Fayard, 2013-16.

[16](#) Teresa da Silva Lopes, Christina Lubinski et Heidi J.S. Tworek (dir.), *The Routledge Companion to the Makers of Global Business*, Abingdon, Routledge, 2020.

[17](#) Jamie Martin, *Experts of the World Economy: European Stabilization and the Reshaping of International Order, 1916-51*, thèse de doctorat d'histoire, Harvard University, 2016 (et livre à paraître à Harvard University Press).

[18](#) Gabriel Galvez-Behar, *Posséder la science. La propriété scientifique au temps du capitalisme industriel*, Paris, Editions de l'EHESS, 2020, p. 161-185.

[19](#) Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992 (1992).

[20](#) Anthony B. Atkinson, *Inégalités*, Paris, Seuil, 2016. Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 2013.